

Secrétariat Général

109, av. des Nerviens (boîte n°4)

1040 Bruxelles

## NOTE D'INFORMATION

Le 19 novembre 1975

11/75

Aux membres du Comité Exécutif

Aux responsables nationaux et régionaux

### LES LIBERAUX ET L'EUROPE

Peu à peu la pensée et l'action libérales européennes reviennent à la surface. Les nouvelles s'amplifient et les résultats électoraux montrent que le déclin du libéralisme n'est pas pour aujourd'hui.

A ce sujet nous nous permettons de reproduire l'éditorial publié par M. Emanuele Gazzo dans l'Agence Europe et qui représente une approche réelle de la situation libérale actuelle :

"Tout ce que les forces politiques font en vue d'accélérer le processus de leur "mutation" - inévitable si l'on veut aboutir à l'unité européenne - du plan national au plan européen, est méritoire et doit être encouragé.

Sans doute les Libéraux sont à la pointe de ce processus et ceci se comprend : abstraction faite de la coloration particulière que certains partis libéraux peuvent avoir dans l'un ou l'autre pays, le "libéralisme" est "naturellement européen". Il ne serait donc pas étonnant de le voir doté d'une structure européenne avant les autres forces politiques. Au printemps prochain, en Allemagne, doit avoir lieu le Congrès fondateur de la fédération des partis libéraux de la Communauté. Il est évident que, dès que les élections européennes commencent à cesser d'être un mythe, elles agissent comme un puissant catalyseur : nous l'avions toujours prévu.

Dans le congrès du F.D.P. allemand qui s'est tenu dernièrement à Mayence, cette orientation est apparue particulièrement évidente, aussi bien dans le programme présenté par M. Bangemann, que dans certaines déclarations très significatives, parmi lesquelles nous en retenons deux, compte tenu des responsabilités particulières de leurs auteurs.

La première est celle faite par M. Genscher, ministre fédéral des Affaires Etrangères. Celui-ci a exposé avec clarté mais aussi avec clairvoyance et sans fards, la situation européenne. Il a énoncé quelques "points de force" sur lesquels il faut agir, et en premier lieu l'élection directe du Parlement Européen. "En tant que libéraux nous sommes des fédéralistes convaincus" a dit M. Genscher, en soulignant, et ceci est important, sa "profession de foi" selon laquelle tous les Etats membres de la Communauté sont égaux et par conséquent son opposition absolue à toute tentative visant à créer un directoire des Grands. C'est très consolant d'entendre dire ceci du Ministère fédéral des Affaires Etrangères. Mais M. Genscher, en énumérant

les différents objectifs politiques et les priorités, a souligné également la nécessité d'une politique régionale et structurelle pratique et le fait que l'égalité des conditions de vie en Europe suppose un réel transfert de ressources des régions hautement développées de la Communauté vers les régions moins développées. On constaterait alors, a-t-il conclu à juste titre, que la politique européenne est une politique de réforme.

Non moins important est le discours prononcé par M. Guido Brunner, Commissaire Européen, qui a condamné avec vigueur toute politique de "démontage" qui viserait à ne pas confier de nouvelles tâches à la Communauté, réduire les dépenses quelles qu'elles soient, aucun pouvoir législatif au Parlement Européen, pas d'élection directe, limitation des pouvoirs des institutions européennes. Comme M. Genscher, M. Brunner a rappelé à ses compatriotes certaines vérités élémentaires au sujet des avantages réels que l'Allemagne a tiré de son appartenance à la Communauté. Il a également souligné les différences de développement "qui repoussent la réalisation de l'union économique et monétaire". M. Brunner n'a pas hésité à attaquer "certaines fractions" de la CDU/CSU et du SPD qui révèlent un comportement de "néo-conservatisme" sur le plan européen, et ceux qui considèrent "coûteuses et encombrantes" les institutions de Bruxelles : ceux-ci se contenteraient d'une zone de libre échange et voudraient abaisser le rôle des institutions à celui de "simple exécutant" des volontés nationales. Mais une telle Communauté ne survivrait pas, a dit M. Brunner, qui a insisté sur la nécessité de faire une politique européenne "compréhensible" par le citoyen européen, qui doit se sentir protégé par la Communauté.

Ces déclarations indiquent un état d'esprit hautement constructif. Il ne reste que les voir traduites en actions, au niveau où chacun peut le faire. Comme l'a écrit un autre grand libéral européen, M. Gaston Thorn ("Présence Libérale" n.3) "il s'agira de prendre des décisions irréversibles concernant l'organisation d'ensemble de l'Europe future dans un sens tel que le pouvoir central s'étendra sur tout ce qui est d'intérêt commun". "

#### LE PROGRAMME DU F.D.P.

Grâce à son programme européen et aux déclarations faites au cours du congrès de Mayence, le parti libéral allemand FDP se présente désormais comme le moteur de la politique européenne en Allemagne fédérale. M. Guido Brunner, membre de la Commission européenne, a critiqué l'attitude de résignation que de nombreux membres des deux grands partis SPD et CDU/CSU adoptent à l'égard de la politique européenne. Il a souligné la contribution de la Communauté pour maintenir une économie de marché malgré une récession économique ayant des conséquences sociales graves et a préconisé la mise en oeuvre de ressources propres pour la Communauté.

M. Bangemann, ancien secrétaire général du parti, a présenté le programme européen du FDP qui devrait permettre de préparer le parti libéral allemand aux élections européennes, qui pourraient avoir lieu le premier dimanche du mois de mai 1978. Les libéraux européens, a-t-il dit, veulent se présenter comme un parti transnational avec une plateforme commune.

Pour les libéraux, a encore affirmé M. Bangemann, la Communauté est plus qu'une union économique. Ils se proposent d'élaborer un droit constitutionnel européen basé sur les principes de la tolérance, de l'égalité des droits et de la protection des minorités. A la tête de cette union européenne se trouverait un gouvernement issu de deux chambres. L'une serait le Parlement européen élu au suffrage universel direct. Il déciderait seul du budget,

La législation serait élaborée en commun avec une deuxième chambre, le Conseil des Etats qui serait désigné par les gouvernements nationaux. Dans le domaine législatif, il aura les mêmes droits que le Parlement européen ; un comité, composé à égalité des membres des deux chambres, serait chargé de la médiation entre les deux chambres. Les membres du gouvernement européen seraient proposés par le Conseil des Etats et élus par le Parlement européen.

Quant aux objectifs, le FDP préconise un renforcement de la politique commune dans les domaines des finances, de l'économie et des monnaies (notamment la création d'une monnaie européenne parallèlement aux monnaies nationales). Elle propose une meilleure coordination dans le domaine agricole et accorde une large place à l'éducation, notamment une meilleure connaissance des langues. Dans le domaine de la politique extérieure et de sécurité, le FDP se prononce pour le maintien de l'OTAN, mais estime que l'union européenne devrait prendre une part croissante dans l'élaboration d'une politique commune de sécurité avec les Américains.

#### LE PRESIDENT GASTON THORN DEVANT LE PARLEMENT LUXEMBOURGEOIS

Dans son "discours budgétaire" prononcé devant la Chambre des Députés du Grand Duché de Luxembourg, le Premier ministre et ministre des Affaires Etrangères M. Gaston Thorn a plus particulièrement abordé les problèmes concernant l'Europe.

- Situation économique de la Communauté - M. Thorn a fourni des données précises sur l'ampleur de la crise, sur la vulnérabilité de l'Europe étant donné qu'elle assure 40 % du commerce mondial, sur la lutte contre l'inflation et le chômage, sur l'attitude de la Communauté à l'égard de ce que l'on appelle "le nouvel ordre économique mondial", notamment la conclusion de la Convention de Lomé et la conclusion positive de la préparation du dialogue Nord-Sud.

- L'Union européenne - "Il est plus que temps que nous dépassions le stade des principes et de la théologie pour en arriver enfin aux mesures concrètes... Je sais que M. Tindemans... ne se contentera pas de déterminer le plus petit dénominateur commun entre les opinions qu'il aura pu recueillir, et je puis lui assurer qu'il trouvera auprès du gouvernement luxembourgeois un interlocuteur non seulement intéressé, mais sympathique et ouvert pour débattre des décisions courageuses qu'il nous faudra prendre pour faire avancer la construction européenne. Je souhaite évidemment retrouver dans ce texte l'une des préoccupations majeures et constantes du gouvernement luxembourgeois, à savoir l'Union économique et monétaire, ainsi qu'un calendrier et des méthodes précises pour sa réalisation".

- Election du Parlement Européen - Le gouvernement luxembourgeois saura faire valoir son point de vue et demeurera attaché à la réalisation rapide de ce projet auquel il attache la plus grande importance depuis de très nombreuses années".

- Union des passeports - "La réalisation de l'Union des passeports aura un retentissement important dans l'opinion publique puisqu'elle touchera tous les ressortissants de pays tiers qui se rendent dans l'un des pays de la Communauté".

M. Thorn a également évoqué les relations avec la Grèce, Chypre, l'Espagne, le Portugal, en soulignant le rôle positif joué par la Communauté.

En ce qui concerne plus particulièrement la Grèce, il a précisé : "L'adhésion d'un ou de plusieurs autres Etats ne doit aggraver encore davantage la lourdeur et la faiblesse du processus de décision communautaire et accentuer le manque de cohésion interne. Il ne faudrait surtout pas que ce nouvel élargissement renforce certaines idées de plus en plus répandues tendant à instituer une sorte de "directoire" d'Etats membres dont la taille et le poids économiques sont prépondérants".

-----

Josep Sans,  
Secrétaire général.

Hotel de Cambre  
30, rue de Valenciennes  
Paris

11.